

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Resistance-et-rebellion-en-Amerique-latine-Vers-une-revalorisation-de-l-action-collective>

Résistance et rébellion en Amérique latine : Vers une revalorisation de l'action collective.

- Empire et Résistance - Afrique et Monde Arabo-Musulman -
Date de mise en ligne : mercredi 14 février 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Déjà au 16ème siècle, les pères jésuites Mariana et Suárez avaient théorisé le droit de résister à l'oppression. Un peu plus de cinq ans après la révolte qui a poussé à la démission le président Fernando de la Rúa, l'analyste des problèmes de la gauche ne se penche pas sur le « tyrannicide » prôné par ces prêtres révoltés, mais il analyse, dans l'essai qui suit, quelques problèmes structurels de la réalité argentine.

Dégradation démocratique, rébellion populaire et reconstruction d'hégémonie.

La rébellion populaire de décembre 2001 a démontré de façon éclatante que les temps de la lutte dans la rue, de la mobilisation sociale massive n'appartenaient pas à un passé à jamais révolu, mais à un présent chaud, et que c'était encore une voie à suivre pour que les classes populaires se lancent dans le débat actif sur leur avenir. La société argentine avait une vaste expérience de mobilisations et de luttes, avec un point culminant à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix. Mais cette mobilisation n'avait jamais conduit à la mise à la porte d'un président obtenue seulement grâce à l'action d'un peuple mobilisé. Un tel événement est la preuve d'un changement radical.

Pour arriver à comprendre cette révolte il faut partir du fait que celle-ci a été le résultat d'une recomposition progressive de la capacité de lutte et d'organisation des classes populaires. La seconde moitié de la décennie 90 avait été marquée par l'augmentation de la souffrance du peuple à cause de l'aggravation de ses conditions de vie et de travail, de sa capacité d'organisation, de ses possibilités d'intervention dans les décisions fondamentales. Mais, et de façon croissante, cette décennie a vu progressivement disparaître la peur qui avait régné depuis les années de la dictature, a vu la réorganisation progressive des espaces sociaux les plus divers, la revalorisation de l'action collective.

Cette recomposition des classes populaires, plus le grandissant rejet de la situation d'appauvrissement permanent, plus la dissipation progressive du climat idéologique oppressant qui a suivi l'effondrement du bloc soviétique, plus l'exemple contagieux des manifestations de masse parfois victorieuses dans d'autres pays de la région, tout cela s'est condensé pour produire la marée humaine qui, le 20 décembre, n'a pas reculé, même sous les balles policières, et a signé, en fait, la démission du président en annonçant la fin d'une époque politique dans le pays.

La crise mise en évidence ostensiblement durant ces journées de décembre 2001, était le reflet de l'évolution d'un régime démocratique qui, après presque deux décennies d'existence, s'était dégradé jusqu'à la limite, servant de paravent à l'accumulation croissante des richesses et du pouvoir par le grand capital, à l'appauvrissement massif de la majorité du peuple argentin et au recul constant de toute possibilité pour le peuple d'intervenir et de décider de la destinée de la société. Cela vaut la peine d'essayer de comprendre cette évolution au bout de laquelle, curieusement, la démocratie représentative « se stabilise » en Argentine pour la première fois de son histoire récente, mais au prix de l'abandon de tout espoir d'amélioration de la qualité de vie de la population et de la perte constante de vraisemblance quant à sa soi disant nature de « gouvernement du peuple »

I. Vers une caractérisation de la démocratie argentine

Pendant ces dernières années, une frange très large de penseurs politiques s'est cramponnée à une conception de la démocratie qui la réduit à un ensemble de règles (des élections périodiques, le suffrage universel, la concurrence entre des partis, le pluralisme social et culturel, etc.), en niant toute relation entre la démocratie et un type déterminé d'organisation sociale [1]. Cette idée se nourrit d'une conception « négative » de la liberté, pour laquelle ce qui est

important c'est de garantir que l'Etat n'interfère pas dans les activités de l'individu et non pas de faire en sorte que la participation de la majorité des citoyens dans les décisions de l'Etat s'élargisse, à partir d'une conception active, « positive », de la liberté.

Dans la pratique, le concept de « l'action démocratique » tend à briser le lien entre la légitimité du gouvernement et le degré selon lequel ce gouvernement réalise les souhaits et satisfait les besoins des citoyens. Le concept en question prétend annuler la prise en compte de tous problèmes qui font obstacle à la réalisation de la démocratie situés au delà de la formalité institutionnelle. Seules compteraient les règles du jeu, tout au plus un ensemble de valeurs abstraites, mais la redistribution de la richesse, les encouragements à l'ascension sociale, la qualité de la vie, auraient peu à voir avec la démocratie. Celle-ci est réduite à une technique pour établir l'ordre successoral des gouvernements, dans des conditions pacifiques et stables, dotée du surplus de légitimité que confère la désignation des dirigeants au moyen d'élections ouvertes et au suffrage universel [2].

Cette interprétation restreinte va de pair, au fond, avec toute une conception de la vie en société : celle qui place les relations marchandes au sommet des relations humaines et qui, au fond, considère qu'elles sont les seules dignes d'occuper l'intelligence et les efforts des êtres humains. Sous ce manteau idéologique, la politique est seulement un résidu inconfortable, un cadre dans lequel, malheureusement, la transaction ne fonctionne pas (ou du moins où il n'y a pas moyen de légitimer la marchandisation totale des relations politiques) et il n'y a pas d'autre solution que d'introduire le vote populaire pour assigner les fonctions de direction dans l'appareil d'Etat. Les progrès d'un nouveau modèle d'accumulation capitaliste, dont la doctrine s'appuie sur la domination totale du marché, mais qui se traduit dans la pratique par une concentration accélérée du capital et une hausse de la subordination du travail humain, exige un « réductionnisme » de la composante démocratique du genre dont nous venons de parler.

L'Argentine des dernières décennies est un exemple abouti d'un tel type de « minimisation » de la composante « gouvernement par le peuple » dans un système de représentation politique libérale, basé sur le suffrage universel.

En Argentine, aujourd'hui, on peut parler d'une "stabilisation" de la démocratie, puisque nous vivons, pour la première fois dans l'histoire du pays, le cinquième cycle consécutif de présidents élus au suffrage populaire. La continuité du dernier cycle a été interrompue, peu après son deuxième anniversaire, par la démission du président au milieu d'une remarquable insurrection populaire, le 20 décembre 2001. Cela a donné lieu à son remplacement en application de mécanismes constitutionnels, (dont certains aspects étaient certes discutables quant à leur légalité) et, surtout, avec la reconnaissance par le peuple de sa légitimité « originelle ». Et, après une période de transition, un président a été élu au cours d'élections qui, bien qu'elles aient eu un déroulement tortueux et qu'elles aient été organisées avec des règles plus que discutables, ont permis que la tête de l'exécutif retrouve une légitimité [3].

Reste en suspens la question suivante : quel type de démocratie est-on en train de rebâtir ? Une réponse tentante c'est qu'elle est marquée par une concordance de forces largement favorables à la classe dominante, rendue évidente par la concentration du pouvoir, tant sur le plan économique que politique et culturel qui est sans précédent dans l'histoire nationale. Le gigantesque processus de privatisations qui a été entrepris, d'une ampleur jamais vue même dans d'autres pays du continent qui sont passés par « des réformes structurelles » d'obédience néolibérale, comme le Mexique et le Brésil, a été la base fondamentale, mais non unique, d'un nouveau « positionnement » des grands conglomerats patronaux auxquels on a cédé le contrôle d'entreprises de communications, de transports et des services publics, banques auparavant publiques, quelques grandes installations industrielles auparavant propriété de l'Etat, médias et la plus grande entreprise du pays, la compagnie pétrolière d'Etat YPF. La « déréglementation » des marchés des biens et des capitaux, la « flexibilisation » du droit du travail dans un sens toujours plus favorable à l'accroissement du pouvoir patronal et à la diminution des droits et des conquêtes des salariés, l'« ouverture » aux importations de biens et aux capitaux extérieurs, ont accompagné les « privatisations » en consolidant leur orientation économique et sociale [4].

La concentration croissante du capital, la baisse du salaire réel, le chômage à des niveaux jusqu'alors inconnus dans l'histoire nationale, ont été non seulement la toile de fond, mais le trait saillant de ce processus dans le domaine social [5]. La promesse symbolique formulée par le premier président de restaurer la démocratie : « avec la démocratie, on mange, on soigne, on instruit... » a été drastiquement contredite dans les faits. La « démocratie de la défaite », comme on l'a parfois appelée en soulignant ainsi qu'elle est fille de la dictature militaire et de la destruction des organisations radicalisées des années 70, est aussi « la démocratie de la pauvreté » et de la dégradation des services sociaux fondamentaux. [6].

Ce qui fait problème c'est que, dans ces conditions, ce qui est remis en question ce n'est pas seulement la représentation politique et le régime démocratique, mais aussi l'idée même d'un Etat situé au-dessus de la société et au service du bien commun, idée constitutive de tout Etat basé sur les principes du libéralisme. [7].

Le retour à un régime constitutionnel, en Argentine, se fait dans le cadre d'un processus de restauration des régimes constitutionnels qui concerne toute Amérique Latine, à partir du début des années 80 et à la demande des Etats-Unis eux-mêmes qui ont donc renoncé, ce faisant, au maintien de dictatures qui se sont révélées, paradoxalement, dangereuses et inefficaces pour garantir les intérêts nord-américains et, dans certains cas, même les intérêts des bourgeoisies de leurs propres pays. Certains de ces régimes, comme c'est particulièrement le cas en Argentine, avaient préalablement détruit les mouvements politiques qui proposaient une transformation sociale radicale. En même temps, ils ont provoqué des processus de division de la classe ouvrière et d'autres couches populaires, marqué par « la remise au pas » de classes inférieures qui avaient cultivé des prétentions « excessives », aux yeux des classes dominantes [8]. Cette « tâche une fois réalisée », on avait une base solide pour un retour à un cadre institutionnel « démocratique » offrant toute sécurité aux classes dominantes.

La sortie des dictatures a été accélérée par la crise de la dette extérieure et l'incapacité politique manifeste de la majorité de ces dictatures à trouver un consensus avec les larges secteurs de la population (à l'exception partielle du Chili [9]) et non à cause de la victoire de mouvements de résistance qui les auraient forcé à disparaître, c'est pourquoi les transitions ont eu lieu dans un contexte d'affaiblissement des organisations populaires qui auraient pu intervenir pour approfondir le processus de démocratisation.

Une des premières questions à prendre en compte quand on analyse la période du retour de la démocratie en Argentine, c'est d'établir des corrélations temporelles entre le changement de régime politique et la configuration sociale, économique et culturelle de notre pays ou, plus précisément, relier ces transformations avec le développement de la confrontation entre les classes sociales. Si on ne le fait pas, on court le risque de suivre une analyse centrée sur l'institution politique et qui laisse de côté des causes importantes du développement de la démocratie en Argentine durant ces années. Durant les deux dernières décennies, l'ensemble des relations entre les classes sociales, les groupes et les acteurs sociaux s'est modifié dans un sens qui accorde une prééminence forte au noyau le plus concentré de la classe dominante, et cela change toute la relation entre l'Etat et la société [10]. La crise économique, sociale et politique autour de décembre 2001 a provoqué un certain réveil des possibilités d'action des classes populaires, et a impulsé des recadrages non négligeables dans les politiques mises en place par l'Etat, mais n'a pas modifié substantiellement le panorama général.

Pendant tout le XX^{ème} siècle, l'Argentine a été une société qui, de différentes manières, a avancé en « intégrant » des secteurs de plus en plus larges de sa population, en faisant naître l'illusion d'une « société ouverte », qui générerait de multiples possibilités de progrès, tant pour les individus que pour l'ensemble de la société.

Par contre, tout au long des dernières décennies, on a vu apparaître progressivement un mouvement contraire, un mouvement de plus en plus fort qui poussait vers la « marginalisation » ou la « perte-de-citoyenneté » des groupes sociaux de plus en plus larges. Cela a forcément des conséquences importantes sur la manière d'articuler les relations entre l'Etat et la société et sur la façon de construire du légitime à partir d'un Etat qui ne peut plus s'appuyer

sur une promesse d'ascension sociale ni sur les bénéfices d'une version certes « pauvre », mais efficace, d'un État synonyme de promesse de Bien Vivre.

La restauration démocratique, en Argentine, a coïncidé, au niveau mondial, avec le dépassement du stade d'accumulation capitaliste qui permettait une autonomie relative des économies nationales par rapport au marché mondial, qui reposait sur des compromis trouvés entre les classes sociales et des accords néo-corporatistes qui soutenaient les freins mis au mouvement international des biens et des capitaux, au bénéfice du développement et de la protection du marché intérieur national [11].

Il s'est produit un processus de stabilisation institutionnelle orienté à partir de la définition, de plus en plus directement, par le grand capital, des politiques que les gouvernements élus au suffrage populaire appliquent [12]. Non seulement dans notre pays, mais dans toute l'Amérique Latine, les capitalistes ont réussi à faire des démocraties représentatives leurs subordonnées les plus efficaces. En comparaison avec les dictatures militaires passées, ces démocraties apportent un plus de légitimité que leur donne l'existence du suffrage universel, sans le « coût » d'aucune menace, plus ou moins sérieuse, jusqu'à présent, pour l'organisation de la société en classes sociales.

Comme l'affirme Nun, la croissance de la pauvreté et de l'inégalité « entraîne le maintien de démocraties représentatives qui pratiquent l'exclusion, avec seulement une minorité de vrais citoyens au sens plein du terme, ce qui revient à dire qu'il s'agit de régimes politiques peu démocratiques et peu représentatifs » [13].

Ce que Przeworski [14] a appelé, en son temps, la construction « des bases matérielles de l'hégémonie », en pointant cette tendance à faire « des concessions économiques dans le but d'élargir et de stabiliser le consensus envers l'ordre établi et qui a été abandonné, dans une grande mesure, dans les objectifs des politiques publiques de notre pays pendant la décennie 90 ».

Le pouvoir public a préféré miser sur l'isolement, la désorganisation et la démobilisation des classes populaires plutôt que sur la mise en place de mécanismes susceptibles d'améliorer les revenus et la qualité de vie de celles-ci pour compenser leur acceptation des « règles de jeu », comme cela avait été le cas dans le passé.

On a relié le processus de détérioration dont souffre le système en Argentine avec la crise des représentations politiques. Cela peut être valable à condition qu'on ait clairement à l'esprit que, dans le cas de notre pays, la crise de représentation est seulement un des chapitres d'une dérive plus vaste. Celle-ci comprend la stagnation économique, le démantèlement de l'appareil d'Etat, la perte d'efficacité des étiquettes idéologiques traditionnelles et, surtout, l'augmentation brutale de l'inégalité sociale et de la détérioration des conditions de vie de la majorité de la population [15].

Ce que l'on commence à comprendre clairement c'est que l'idée de parachever un processus de développement de l'inégalité et de la concentration du pouvoir dans toutes ses dimensions en conservant les formes de la démocratie parlementaire devient de plus en plus difficile [16]. De fait, l'actuel essai de gouvernement, mis en place depuis mai 2003, vise un changement de cap de façon à retrouver l'idée d'un appareil d'Etat « impartial » et guidé par des considérations d'« intérêt général ». En même temps, on propose de recréer une direction politique qui aura la capacité d'apparaître comme au service « de la nation », au lieu d'obéir automatiquement au grand capital ou aux appétits de certaines personnes ou de certains groupes [17]

Quel type de démocratie ?

On peut comprendre, comme le font plusieurs auteurs, la démocratie argentine des années 80-90 comme une

démocratie dégradée, avec des institutions soumises au "décisionnisme" qui sévit depuis le haut de l'Etat lequel foule aux pieds les règles juridiques et les manifestations de la volonté populaire opposée aux solutions choisies [18]. Au delà des changements d'orientation des politiques adoptées, dans bien des cas, cette caractéristique peut être maintenue jusqu'à présent.

Toutefois, nous sommes tentés de penser que sont à l'oeuvre des phénomènes plus complexes et plus profonds : Nous assistons à la transformation du contenu d'un régime politique sur une armature juridico-constitutionnelle qui reste intacte pour l'essentiel. La représentation politique (même avec toutes les limitations de la démocratie parlementaire) et la citoyenneté au sens large tendent à s'étioler sérieusement au profit de la toute puissance d'une élite politique qui n'a d'autre engagement ferme que celui de « mettre en oeuvre » les orientations du grand capital. On attend des gouvernants qu'ils se consacrent entièrement et investissent toutes leurs ressources pour optimiser les possibilités de profit de la grande entreprise dans son espace d'intervention naturel et pour le bon positionnement du pays sur le marché mondial, en adaptant, dans la mesure du possible, le développement idéologique et culturel à ces exigences.

Au delà des frontières entre les classes dominantes, la préoccupation de l'appareil d'Etat est marquée par la « gouvernabilité », c'est-à-dire plus par le souci d'éviter des conséquences politiques perturbatrices que provoquent le manque d'équité et les inégalités que par le souci réel de résoudre ces problèmes. Un facteur aggravant particulièrement important c'est que l'élite politique ne remplit pas non plus pleinement les fonctions que le « modèle » lui assigne ; dans le cas de l'Argentine, par exemple, elle échoue encore et encore à produire des conditions de « compétitivité » internationale. L'actuel gouvernement mise sur un type d'échanges basés sur une monnaie faible sous évaluée et sur des bas salaires au niveau mondial, au lieu de miser sur une croissance des investissements, sur l'innovation technologique et sur des salaires élevés. Dans ces conditions, le succès tactique peut se transformer, comme cela s'est vérifié dans le passé, en un échec stratégique [19].

Les possibles réactions hostiles du capital face à des politiques qu'il peut considérer contraires à ses intérêts ne sont pas faciles à contrecarrer. Dans cette nouvelle étape du capitalisme mondial, le capital peut se déplacer à faible coût d'un pays vers un autre et même d'une zone du monde dans une autre, et c'est pourquoi les états nationaux sont poussés à soumettre leurs politiques aux « exigences de rentabilité et de maintien » fixées par les capitalistes eux-mêmes et par les organismes financiers internationaux [20].

Ces dernières années de stabilité institutionnelle ont été, au niveau de la concentration du capital et de la disparition des conditions de travail et de vie des classes inférieures, d'une remarquable continuité. Sur ce plan, le passage à un régime démocratique et à sa stabilisation n'a apporté aux classes populaires aucun avantage appréciable, mais au contraire la poursuite de la détérioration sociale et l'extension des carences à des secteurs de plus en plus larges [21].

En partant de la conséquente revalorisation de la démocratie qui a eu lieu à la suite de la dernière expérience dictatoriale et des souffrances que la dictature avait entraînées, l'opinion favorable au maintien du régime démocratique n'a pas été affaiblie de manière décisive. La différence fondamentale avec ce qui se produisait au cours des étapes antérieures, c'est que la perte de confiance envers le régime politique ne prend pas la forme d'une exigence d'« ordre » et de fermeture autoritaire de la situation critique, mais se limite à une condamnation de l'inégalité et de l'injustice et tend à rechercher, même à tâtons, des solutions basées sur la plus grande mobilisation du peuple et son intervention dans la prise des décisions.

La liste des déficiences institutionnelles qu'on peut pointer est longue et significative, elle concerne même le fonctionnement de la Justice, les manquements dans l'application de l'ordre légal, le rôle joué par la police et les autres forces de sécurité, mais tout cela est insuffisant pour modifier cette appréciation fondamentale.

Toutefois, quand on tente d'avoir une vue d'ensemble, il est clair qu'on peut penser toute cette période historique en termes de "crise organique" ou de "crise globale" de notre formation sociale. Celle-ci est remontée à la surface avec toute sa force vers la fin des années 60 et au début des années 70, jusqu'à ce qu'en 1975 elle donne lieu à une contre-offensive économique, culturelle, politique et militaire des classes dominantes, réaction qui a essayé de mettre en place une stratégie d'éradication des "causes profondes" de ce que l'on considérerait globalement comme "de la subversion". Des organisations ouvrières puissantes et des politiques étatiques sur le modèle keynésien faisaient partie de ces "causes" dans le diagnostic des classes dominantes et leur élimination progressive a été un préalable nécessaire aux transformations ultérieures avec la même signification de classe.

On a peu à peu fabriqué une démocratie sans ambition de transformation sociale, dans laquelle règnent en maître les théories élitistes héritées de Schumpeter pour qui le corps électoral est là pour choisir seulement celui qui va prendre les décisions, mais n'a jamais la possibilité d'intervenir réellement dans le choix et l'orientation de ces décisions.

De cette manière, l'élément « décision populaire » tend à devenir illusoire, même dans l'espace étroit que la démocratie représentative lui assigne. En réalité, la possibilité de choisir entre des options préalablement déterminées par des pouvoirs supérieurs a été déportée du niveau « élections » au niveau « vie quotidienne » par le biais du développement démesuré de la « sondo-mania » toujours soucieuse d'orienter l'opinion publique sur les élections à venir et sur l'« image » des possibles candidats, ce qui à son tour trouve une répercussion de première grandeur dans les médias.

L'expression de « l'opinion » toujours circonscrite par la conception même des enquêtes, « remplace » les possibilités réelles de décision. Avec le fait, aggravant, que cette façon de faire viole les prémisses originelles de la vision de Schumpeter qui donnait la priorité au développement économique et limitait son domaine d'application au capitalisme occidental [22].

Dans ces conditions, le jeu démocratique additionne de plus en plus de niveaux d'apathie qui ne sont pas le fruit d'une certaine adhésion passive à un système auquel on ne souhaite pas prendre part, comme cela peut se produire dans des pays capitalistes plus développés, mais qui reflètent l'auto-exclusion d'un ordre politique envers lequel une bonne partie des citoyens éprouvent une perte d'identification. Dans les faits, il y a une perte de citoyenneté sociale et économique qui est reportée vers la privation de citoyenneté politique. La manifestation la plus remarquable de ce phénomène a été la tendance croissante à l'abstention et au vote blanc que l'on a constaté lors des élections nationales jusqu'en 2001. Et tant que cet éloignement ou cette « auto-exclusion » n'entraîne pas les expressions actives du mécontentement, elle tend à faire partie du système qui perpétue la domination de certains secteurs sur le plan politique et économique, lesquels, même s'ils ne favorisent pas ouvertement cette auto-exclusion, ne font rien de bien sérieux pour l'éviter.

En réalité, le régime constitutionnel s'est révélé, jusqu'à présent, comme le cadre adéquat pour le démantèlement de toute la structure de l'État interventionniste au bénéfice presque exclusif des grandes entreprises, processus engagé à partir de 1989. De plus, l'application conséquente de programmes néolibéraux s'est faite avec l'aval du vote populaire : Le président Menem a été réélu, en 1995, alors qu'il venait de réaliser les principales actions de privatisation, de dérèglementation et de « flexibilisation » du travail.

À cela on peut ajouter un réalignement profond de la politique extérieure sur chacune des positions défendues par les Etats-Unis et leurs alliés les plus proches, réalignement qui a servi à renforcer, sur le plan politique, la subordination complète à l'intérêt capitaliste et qui a détruit une certaine tradition de "neutralité" dans les conflits internationaux qui, sans avoir la force de celle d'autres pays comme le Mexique, avait existé en Argentine durant des décennies.

La décision, en 2002, de modifier quelques positions internationales de l'Argentine avec des orientations plus autonomes des ordres de Washington, a été conduite avec une extrême timidité.

Par la suite, l'arrivée au pouvoir du président Kirchner a produit un certain élargissement du degré de divergence « tolérée » avec les orientations nord-américaines. On a pris, sur ce plan, des décisions à fort pouvoir symbolique comme l'adoption et le maintien de l'abstention, à l'ONU, dans les votes sur Cuba, mais on n'a pas totalement rompu avec des alignements clairs sur la politique nord-américaine, comme le prouve la participation de l'Argentine dans l'intervention internationale à Haïti. Il y a dernièrement eu d'autres gestes d'autonomie, comme le refus de rejoindre l'ALCA et le rapprochement commercial et diplomatique avec le Venezuela de Chávez, compensés par de manifestes marques d'intérêt pour des investissements nord-américains dans le pays, dont Kirchner lui-même a pris la tête lors d'un récent déplacement aux Etats-Unis [23].

III. L'"état" actuel des partis politiques.

Maturation ou décadence ?

L'Argentine d'avant 1983 était une société caractérisée par l'existence de partis de masses dotés de capacité de mobilisation et qui adhéraient, dans l'ensemble, à des politiques d'État de Bien-être, au développement du marché intérieur, à l'intégration sociale et politique des secteurs populaires et à une certaine tendance indépendantiste en politique extérieure.

Les différences les plus profondes entre les principaux partis, Justicialista et Radical, concernaient davantage les classes sociales et les organisations qui leur servaient de base fondamentale (travailleurs et syndicats pour le justicialisme, couches moyennes pour le parti radical), et les manières différentes d'apprécier l'institution démocratique (beaucoup plus centrale dans le radicalisme et davantage portée à n'être qu'un moyen pour le justicialisme) que sur le contenu fondamental de leurs programmes. Seul l'impact de la radicalisation politique générale sur le péronisme, qui eut peu d'effet dans l'Union Civique Radicale, a provoqué un grand virage dans les mots d'ordre et les propositions de cette force politique à la fin des années 60 et au début des années 70 et, suite à cela, une plus grande différenciation.

A partir du retour à la démocratie on a vu naître une tendance à la consolidation du même système de bipartisme avec la même paire de partis, mais tous deux en cours de remodelage tant sur le plan du programme que sur l'ensemble de leur activité politique et de leurs alliances sociales. Ce qui au début est apparu comme une nette modération de leurs désirs de changement est devenu quelque chose de plus profond.

La progressive adoption par ces deux partis aux traditions populaires de positions peu à peu plus identifiées comme des propositions traditionnellement défendues par la droite conservatrice du pays, et la propension à resserrer de plus en plus leurs liens avec le grand capital local et international même en courant le risque d'affaiblir et de modifier progressivement leurs liens avec les classes populaires.

Les phénomènes de professionnalisation des cadres politiques, de dé-radicalisation idéologique, de démobilisation des bases, de dilution et d'hétérogénéisation de leurs soutiens que l'on associe habituellement à la transformation des partis politiques en organisations de type « attrape-tout » [24] se sont réalisés pleinement dans les partis argentins avec un non négligeable effet électoral. Autant le péronisme que le radicalisme deviennent peu à peu des machines électorales dont l'électorat ne recoupe plus un clair découpage de classe et dont les programmes, non seulement n'ont pas de différences sensibles, mais glissent en chœur vers le conservatisme.

En Argentine, cette apparente « normalisation » du système de partis [25] se fait dans des conditions

d'appauvrissement et de marginalisation croissante en même temps qu'augmente le taux de chômage, de sous-emploi et de travail au noir. On voit grandir l'incrédulité à l'égard d'un ordre politique qui n'offre rien d'autre qu'un permanent approfondissement de la redistribution régressive des richesses, pas seulement matérielles, et qui s'efforce de confiner de larges masses de sa population dans une situation marquée par la désorganisation et par l'isolement dans un individualisme de survie.

Avec le démontage des politiques sociales à prétention d'universalité on a ouvert du même coup des espaces pour un nouveau clientélisme qui se sont élargis dans un contexte de « pauvreté et d'inégalité croissantes, de chômage et de sous-emploi et de retrait de l'Etat comme celui qui caractérise l'Argentine des années 90 » [26]. Le clientélisme a trouvé une base dans la prétention de contenir des secteurs sociaux exclus ou marginalisés au moyen de politiques centrées, destinées à fonctionner comme l'ambulance qui ramasse les blessés [27]. Ces actions de contention drainent des fonds publics vers les secteurs les plus appauvris, fonds dont la gestion devient un échelon fondamental des liens de réciprocité qui construisent une relation d'échange inégal dans laquelle on troque l'accès à l'assistanat contre le vote (ou la participation à des actions politiques ou la participation à des campagnes électorales) pendant que l'administration de ces « programmes » rend possible de placer aux échelons les plus bas des militants professionnalisés dont l'activité prosélytique est également alimentée par les fonds que ces programmes apportent. Les nouveaux traits de ce clientélisme et sa compatibilité avec des formes plus modernes d'activité politique sont surtout évidents dans le Parti Justicialiste. Ce dernier, né au milieu du XX^e siècle comme mouvement qui devait dépasser la manipulation « paternaliste » des masses populaires, avec la place publique comme espace de base et une très précoce utilisation des médias de masse, a construit, à partir de 1983, un maillage clientéliste très serré, non pas seulement dans les provinces les plus « reculées », mais aussi dans les banlieues de Buenos Aires [28].

Le militantisme guidé par une idéologie (ou à défaut par un ensemble de convictions politiques de principe), prêt à payer de sa personne et de son argent sans aucune attente de récompense matérielle directe ou en termes de places ou de prébendes tend à disparaître des espaces traditionnels des partis. Il est remplacé par des relations inspirées par le bénéfice mutuel sous la direction de gens qui font de la politique leur moyen de vivre très souvent non par vocation pour l'activité publique, mais parce qu'ils n'ont pas d'autre profession pour vivre [29] ou parce que celle qu'ils ont leur rapporte moins.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de dire que le militantisme idéologiquement motivé, « désintéressé » sur le plan matériel, a disparu, mais qu'il s'est confiné dans des mouvements qui ne sont pas des partis et dans des groupes radicalisés, bien souvent teintés d'un refus général de la « politique ». Celle-ci est perçue, non sans raison, comme réduite à l'assouvissement effréné d'appétits personnels ou de groupes avec la couverture de l'appareil d'Etat et les organisations des partis comme instances de légitimisation et avec, en fin de course, le capital le plus concentré comme sempiternel bénéficiaire.

Cependant, ce scepticisme global rend plus difficile la vision d'ensemble d'un champ commun d'intervention pour les secteurs victimes de l'exploitation et de l'exclusion [30]. Les mouvements qui se situent en dehors des partis sont, en règle générale, happés par divers « particularisme » : leur implantation plutôt locale, leur vocation à défendre une cause particulière ou une gamme de revendications circonscrites, leur méfiance innée envers toute « direction » extérieure à leur propre mouvement, etc. Ils subissent, en outre, de fortes pressions dans le sens de la cooptation par des organismes internationaux et d'autres forces liées à l'*establishment* qui essayent de les plier aux normes de la « gouvernance » en leur présentant de pseudo-alternatives à la politique traditionnelle. On peut parfaitement appliquer au cas de l'Argentine ce qu'un auteur équatorien affirme pour Amérique Latine en général : « depuis les cercles des pouvoirs transnationaux et nationaux, tout au long des années 90, on a essayé d'imposer aux mouvements populaires une seule vision du politique, les théories de la gouvernance et un agenda imposé depuis des organismes comme la Banque Mondiale qui les rend fonctionnels à la contre-réforme de l'Etat, articulés avec les dénommés processus de décentralisation et d'autogestion, renonçant à avoir une perspective globale et émancipatrice du futur » [31]. Pendant ce temps, les partis qui adhèrent au système n'offrent pas d'espace pour les

demandes populaires autrement que sous la forme du « clientélisme » dont nous avons parlé. De leur côté, les propositions des partis à prétention alternative ne parviennent pas à sortir d'une position marginale, englués dans des dogmes idéologiques et des pratiques vieillis.

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi ainsi que Manuel Colinas.

[El Correo](#). Buenos Aires, 23 octobre 2006.

Post-scriptum :

Notes :

[1] Sont aussi en rapport avec cette façon de concevoir l'usage de la démocratie les conceptions qui la considèrent comme une sorte de projection sur le plan politique des mécanismes de « libre marché », dans le droit fil de Joseph Schumpeter et de son « Capitalisme, socialisme et démocratie », Barcelone, Orbis, 1983, chapitres XXII et XXIII.

[2] On trouve une critique fondée, du point de vue de sa conception philosophique, de la démocratie en tant que procédé chez Castoriadis. cf. « La démocratie comme procédé et comme régime » et Cornélius Castoriadis : « Les Progrès de l'insignifiance », Eudeba, 1997. A partir de l'impossibilité de dissocier égalité et liberté, il arrive à la conclusion : « Il n'est pas possible de parvenir « à une mise en oeuvre de la démocratie » qui ne soit pas une escroquerie ».

[3] Nous faisons référence aux élections d'avril-mai 2003 qui ont vu la victoire de l'actuel Président Néstor Kirchner. Le cours que nous qualifions de tortueux se réfère aux changements répétés de dates et de règles pour ces élections, mais surtout à l'instauration d'un système qui a permis aux partis (dans la pratique, seulement au Parti Justicialiste déjà au gouvernement) de présenter plus d'un candidat par circonscription, sans un système d'« appellations » qui aurait rendu obligatoire l'addition des voix. De ce fait, la structure en partis perdait tout son sens et il en résultait un étrange hybride entre un système d'« appellation » et une élection à deux tours. Le côté anormal de la situation fut aggravé par le fait que les deux candidats désignés par les électeurs pour disputer le ballottage, Menem et Kirchner, appartenaient au même parti. L'ex-président Menem ne se représenta pas pour le second tour.

[4] On trouvera un bon traitement de ce processus, avec certains points discutables, chez Eduardo Basualdo : « Système politique et modèle d'accumulation en Argentine ». Buenos Aires, FLACSO-UNQ-IDEP, 2001

[5] L'évolution du chômage durant ces deux dernières décennies passe d'une situation de plein emploi virtuel au taux de chômage le plus élevé de l'histoire du pays ou du moins depuis qu'il existe des registres fiables. Le chômage était de 2,6 % en 1981 et de 4,8% en 1982. En mai 2002, son taux a dépassé les 21 % puis il a baissé à 15 %, mais si on comptabilise comme chômeurs ceux qui touchent des allocations, le chômage continue à friser les 20 %. Durant le trimestre janvier-mars 2005, le taux de chômage a été de 13 %, supérieur à celui du trimestre précédent où il était de 12,1 % (Données Indec. www.indec.gov.ar). Au second trimestre de 2006, derniers chiffres connus, le taux du chômage était de 10,4%.

[6] "En 1995, la proportion de foyers pauvres a connu une hausse de 24 %, renversant la tendance à la baisse qui se vérifiait depuis 1989 (l'année du point culminant de la crise d'hyperinflation). En 1995, on estimait que 21 % des foyers du Grand-Buenos-Aires se trouvaient en dessous du seuil de pauvreté, tandis que 15,3 % ne pouvaient pas couvrir leurs besoins élémentaires. Cela correspond à l'abandon des politiques sociales universelles et à leur remplacement par la dépense sociale ciblée. Voir Syampa, Maristella et Martucelli, Danilo : « La place vide. Les transformations du péronisme » Losada, 1997 : 43) Les chiffres qui étaient terribles il y a quelques années ont connu une certaine baisse en 1996-1997 et sont remontés jusqu'à aujourd'hui alors qu'on calcule que plus de la moitié des jeunes mineurs du pays vivent sous le seuil de pauvreté. Les chiffres officiels pour le second trimestre de 2004, au plan national, indiquent que 40,2 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, dont plus de 15 % en situation de pauvreté extrême. Si on considère les foyers, 29,8 % vivent sous le seuil de pauvreté.

[7] Il vaut la peine de citer ici Gramsci dans ses écrits de jeunesse sur la Cité du Futur à propos de la force conservatrice de l'idée-force qui anime

l'Etat libéral : « comme idée-limite, le programme libéral crée l'état éthique, un état idéalement situé au-dessus de la lutte des classes ... Cet état est une aspiration politique plus qu'une réalité politique ; il n'existe qu'en tant que modèle utopique, mais c'est précisément son caractère de mirage qui le fortifie et le transforme en force de conservation. Dans l'espoir que cela se réalise finalement en sa complète perfection, nombreux sont ceux qui trouvent des raisons de ne pas le refuser et de ne pas essayer de le remplacer par un autre."

[8] Une des analyses les plus pénétrantes de cette opération de « remise au pas » des classes populaires c'est toujours, malgré les années, celle de : Adolfo Gilly : « L'anomalie argentine. (L'Etat, les entreprises et les travailleurs) » Pablo González Casanova (coordinateur) : « L'Etat en Amérique Latine. Théorie et pratique. UNU-Siglo XXI, Mexico, 1990.

[9] Nous voulons dire qu'au Chili, la droite "pinochetiste" a donné naissance à deux partis : Renovación Nacional et Unión democrática Independiente et qu'elle est parvenue à briguer la Présidence avec des chances de victoire depuis le début de la restauration démocratique jusqu'à aujourd'hui.

[10] Mabel Thwaites Rey parle de ce qui a été vécu au cours des dernières années comme « ... une véritable stratégie politico-économique qui remplace les bases de la domination sociale, définit de nouvelles formes de légitimation-dé légitimation étatique, implique un changement profond des frontières entre l'Etat et la société et des liens entre les différents groupes, classes et acteurs sociaux qui s'étaient établis durant des décennies en Argentine ». Mabel Thwaites Rey : " Recentrage structurel et réforme de l'Etat dans l'Argentine des années 90 » in « Realidad Económica. Revista del Instituto Argentino de Desarrollo Económico, N° 160/161, novembre 1998/fevrier 1999, p. 77.

[11] Hirsch, Joaquim : « Mondialisation. Transformation de l'Etat et Démocratie ». Córdoba, 1997,p. 27.

[12] Hirsch, J op. cit. p. 28-29

[13] Nun, José : "Marginalité et exclusion sociale", FCE, 2001, p. 299.

[14] Przeworski, Adam : "Capitalisme y Social-démocratie", Alianza, 1988.

[15] Hilda Sabato, entre autres, est favorable à cette façon d'aborder l'étude de la crise spécifique de la représentation, dans un commentaire sur la crise postérieur à décembre 2001. Cf. Sabato, H. "¿Démocratie à l'agonie ?" in Punto de Vista, op. Cité.

[16] A partir de 1990, longue est la liste des présidents qui dans toute l'Amérique Latine ont été renversés par divers mécanismes, souvent suite à une explosion de puissantes manifestations populaires, depuis Fernando Collor de Melo à Alberto Fujimori et de Fernando de la Rúa à Gonzalo Sánchez de Lozada. Les soulèvements de masse sont de plus en plus fréquents contre des décisions impopulaires ou contre toute une politique gouvernementale. Sont aussi en crise les partis politiques traditionnels qui subissent des défaites électorales et des pertes de militants après des décennies d'existence, tel le système des deux partis traditionnels au Venezuela (Acción Democrática y COPEI), le radicalisme argentin, le parti Colorado en Uruguay, entre autres.

[17] On trouvera une analyse de la portée et des limites de la construction du consensus par Néstor Kirchner et des contradictions entre son discours et ses actes chez Boron, Atilio A. : « Réflexions à propos du gouvernement de Néstor Kirchner » in « Periferias. Revista de Ciencias Sociales". Año 9, N° 12 Primer Semestre 2005, pp. 45 a 60.

[18] Cf. Les essais réunis in : " AAVV. Peronismo y Menemismo, El Cielo por Asalto ", 1994.

[19] Aujourd'hui, la politique économique officielle soutient un type de change artificiellement élevé (autour de 3 pesos pour 1 dollar) comme moyen de décourager les importations et de stimuler les exportations, sans compter que cela facilite les rentrées fiscales et la rentabilité des multinationales en quête de bas salaires. Daniel Muchnik, analyste économiste a pu écrire : « l'Argentine a un problème domestique. Elle a gagné en compétitivité grâce à la dévaluation et non grâce à l'investissement. Elle a gagné en compétitivité grâce à des salaires bas et non grâce à la productivité. Elle a gagné en compétitivité grâce à la protection et non grâce à la compétence. Tous ces éléments rétrécissent son marché intérieur et provoquent des tensions sociales difficiles à résoudre à court ou à moyen terme ». D. Muchnik, « Un pas en arrière dans la marche du MERCOSUR ». Clarín, 19/07/2004.. Cela a été écrit il y a deux ans c'est pleinement d'actualité.

- [20] Entre autres analyses de cet aspect de la dite « mondialisation » on trouvera celle de John Holloway in « Un capital, beaucoup d'Etats » revue : « Contributions pour l'Etat et l'Administration Gouvernementale » Année 1, N° 1 Automne 1994
- [21] Borón, Atilio : "Les promesses non tenues de la démocratie » in en AAVV. Izquierda, Instituciones y Lucha de Clases, sin mención de editorial, 1998, p. 44
- [22] Cf. Nun, José, op. cit. p. 297.
- [23] « Le président remercia ainsi l'intérêt manifesté par le marché et souligna que l'Argentine reprenait la place que jamais elle n'aurait dû laisser » La Nación, 20/0/06
- [24] Nous empruntons ces traits de l'exposition de Claus Offe in « Les partis politiques et les nouveaux mouvements sociaux », Madrid, Sistema, Colección Politeia, 1^a reimpresión, 1992, pp. 62 a 66.
- [25] Nous appelons "normalisation" les circonstances selon lesquelles les diverses forces politiques acceptent la démocratie comme unique jeu politique possible. Une bonne description nous en est donnée par Daniel García Delgado : « ...le régime représentatif qui se constituait dans la phase démocratique du cycle civique-militaire n'est pas semblable à celui qui se constitue après la dernière dictature, car au delà du fait qu'il fonctionne avec les mêmes institutions, la diffusion des valeurs associées au pluralisme, la plus grande concurrence et l'impact de la mondialisation vont provoquer une transformation de ce régime politique et produire le passage du modèle « Movimientista » (démocratique-populaire) au démocratique-libéral ». García Delgado, Daniel, op. cit, p. 109.
- [26] Auyero, Javier : "Evita comme performance. Médiation et solution des problèmes parmi les pauvres du Grand Buenos Aires » in Auyero : « Un service en échange de votre voix aux élections ? » Buenos Aires, 1997, p. 172.
- [27] Cf. Vilas, Carlos : "Ambulances, Pompiers et Policiers : la politique sociale du néolibéralisme » . Développement Économique, vol. 36, N° 144, janvier-mars 1997, p. 931 et sqs
- [28] "La figure du "puntero", appellation qui appartient au vocabulaire des radicaux et de la droite conservatrice, mais qui n'a pas une solide tradition dans le péronisme, c'est nous, D C, qui précisons) est devenu l'intermédiaire incontournable entre les chefs politiques et les « clients » dans le péronisme des années 90 » " (cf. Auyero, 1997, p. 169).
- [29] Cf. Daniel R. García Delgado. Estado & Sociedad. La nueva relación social a partir del cambio estructural. FLACSO, Tesis-Norma, 1994, pp. 124 y ss. Durant les dernières années du « ménemisme » (de Carlos Menem)
- [30] Thwaites-Rey signale avec raison le problème que pose ce scepticisme comme expression du sentiment de ne pas faire partie du système politique « ...il est impératif de ne perdre de vue que le haut degré atteint par ce sentiment de ne pas faire partie du système politique et la crise de représentativité dont pâtissent ceux qui l'incarnent n'ont pas comme corollaire nécessaire une adéquate maturité de « l'esprit de scission » dont parlait Gramsci, pas plus que cela ne suppose un saut qualitatif dans la capacité d'organisation autonome des classes inférieures ». Cf. Thwaites-Rey, Mabel "Sobre la política expulsada y la irrupción plebeya" in Actuel Marx, juillet 2001, edición argentina, p. 240.
- [31] Hidalgo, Francisco, "Movimientos Populares. El debate de alternativas." En Kanoussi, Dora (ed.) Gramsci en América, Universidad de Puebla, 2000, p. 60